



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

CONFÉRENCE DGFIP au congrès des maires : Une propagande prondément scandaleuse !

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP et CFTC/CFTC Finances Publiques de la DGFIP, présente au salon des maires et collectivités territoriales porte de Versailles (Paris) du 19 au 21 novembre 2019, s'est invitée à la conférence de la DGFIP. Cette conférence portait sur le Nouveau Réseau de Proximité (NRP).

Animée par Etienne DUVIVIER sous-directeur de la Gestion Comptable et financière des collectivités locales de la DGFIP, cette table ronde était composée de Nicolas PERRUCHOT président du conseil départemental du Loir-et-Cher, Corinne HOURCADE-HATTE Maire de Bellac et présidente de la Communauté de Communes du Haut-Limousin en Marche, Isabelle ROUX-TRESCASES directrice de projet du « Nouveau Réseau de Proximité » et Guillaume ROBERT, Chef du service des collectivités locales de la DGFIP.

Pendant 45 minutes, les maires présents et l'intersyndicale ont eu droit à une propagande digne de la politique développée par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Monsieur Darmanin. Cette « table ronde » se limitant à une heure n'a laissé que 15 minutes d'échanges avec la salle !

Leur discours, décomplexé et sans filtre face aux élu.es, a été très réducteur car ils n'ont abordé que les Services de Gestion Comptable (SGC) et les Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL). Les arguments pour la mise en place du NRP ont été de dire que le monde change, se transforme, qu'il faut donner plus de place au numérique, que les trésoreries à 2 ou 3 agents ne peuvent plus rendre le service attendu, qu'il faut répondre au besoin de proximité exprimé par les citoyens et les élus... en bref pas d'inquiétudes, il ne s'agit pas « d'avoir moins de proximité, de conseils » ni de « faire avec moins de moyens », mais bien d'améliorer la proximité et le service rendu !

Toute cette propagande a été assaisonnée par une campagne politique de la présidente de la Communauté de Communes du Haut-Limousin en Marche qui pour justifier la fermeture des trésoreries à 2 ou 3 agents, considère qu'il y a des gens qui ne sont rien, dont les agents de la DGFIP, dont le « petit niveau » les mettrait en difficulté. Mais, rassurons-nous, elle a ajouté que le petit niveau n'était pas intellectuel mais concernait le niveau de recrutement !

L'intersyndicale s'est d'ailleurs interrogée sur l'ambiguïté entre la zone géographique de la Marche Limousin et le mouvement politique du même nom, soigneusement entretenue par la présidente de cette communauté de communes !

Les autres intervenants n'ont pas été en reste et leur champ lexical était axé sur entrepreneuriat : start-up d'État, patrons d'EPCL, parts de marché de la DGFIP, etc.

Les organisations de l'intersyndicale ont pu intervenir à 2 reprises sur :

- La scission entre la mission de gestion comptable et la mission de conseil qui, au passage, supprime quasiment toutes les implantations territoriales des trésoreries de proximité actuelles, ce qui est incompréhensible pour les élus et les agents des services concernés.

Nous leur avons demandé s'ils étaient capables de nous expliquer ce que personne ne comprend !

Réponse : les CDL seraient de vrais hauts cadres techniciens, formés, avec une vraie présence territoriale, interlocuteurs privilégiés des élus locaux !

- Nous leur avons demandé en quoi cette réforme dont la mission d'accueil est sacrifiée, l'offre multi-canal est abandonnée est un progrès ? Nous leur avons souligné que nous étions loin du guichet fiscal unique et de l'interlocuteur unique si cher à la DGFIP il y a plusieurs années !

Réponse : seule réponse, le maillage territorial serait assuré par le réseau de la confédération des ruralistes !

Mais il était de bon ton pour la DG de faire taire l'intersyndicale et de laisser parler un élu pour clôturer la conférence. La DG a eu raison puisque un élu du Haut Rhin fut encore plus sévère en précisant être abasourdi par ce qu'il venait d'entendre, qu'il s'agissait surtout de détruire la DGFIP pour des raisons uniquement budgétaires. Il a conclu en alertant que dans un contexte où déjà 50 % des maires ne se représenteraient pas aux prochaines élections, ce n'est pas le transfert de responsabilité vers l'ordonnateur de cette réforme qui allait donner confiance et engendrer des vocations.

L'intersyndicale a été profondément choquée de la violence des propos tenus par les intervenants. Ils ont quasiment insulté le professionnalisme des agents de la DGFIP et bafoué le sens même du service public et de l'intérêt général.

L'intersyndicale reste déterminée dans la lutte et réitère la nécessité de s'inscrire dans toutes les actions !

